

la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE - FONDÉE PAR PIERRE MONATTE EN 1925

Progrès technique et progrès social

Deux réunions syndicales européennes viennent de siéger, fin mai, l'une à Copenhague, l'autre à Paris. La première était le congrès de la Fédération européenne des ouvriers de la métallurgie. Il a discuté longuement de « l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire ». Force nous est de reconnaître qu'à l'exception des Hollandais, les délégations se sont montrées favorables à la construction de centrales nucléaires « indispensables à la croissance, donc à l'emploi ». Inutile de dire que cet argument, que les faits ne corroborent pas, n'emporte pas notre adhésion. La discussion reste ouverte chez nous sur cette question (on en verra plus loin quelques traits). Mais nous pensons que le cheval qu'ils enfourchent — le cheval « nucléaire » en quelque sorte — ne les mènera pas loin, pas même jusqu'à demain, certainement pas jusqu'à après-demain. Ce que nous voulons mettre en évidence, c'est que ce congrès européen a revendiqué **la semaine de trente-cinq heures** que nous croyons plus efficace, à la fois pour lutter contre le chômage et pour aller avec le progrès technique et social.

A Paris, à la même date, a tenu séance la Commission syndicale « consultative » auprès de l'O.C.D.E. (Organisation de Coopération et de Développement Economique). Les leaders syndicaux des pays industrialisés s'y sont rencontrés et, notamment, pour la France, les camarades Antoine Laval, de FO et Jacques Chérèque, pour la CFDT. Ils se sont évidemment préoccupés du nombre des chômeurs dans l'ensemble des pays représentés, nombre qui pourrait atteindre vingt-trois millions à la fin de cette année. Pour retrouver le plein-emploi, ils ne semblent pas avoir pensé ce jour-là aux centrales nucléaires, mais ils ont préconisé **la réduction de la durée du travail de 10 % dans un proche avenir et la création d'emplois dans les services publics.**

Les deux revendications sont à retenir et à lancer et relancer dans les pattes des patrons et des gouvernants qui les repoussent avec horreur. Nous savons pourquoi : chaque heure de travail en moins menace le profit des maîtres capitalistes, avant que les plus gros ne s'y soient adaptés. En France, ces messieurs du R.P.R. achoppent sur leur contradiction : ils prétendent vouloir réduire le chômage, mais, en même temps, ils demandent la suppression d'emplois dans les services publics, **autrement dit : commencer par accroître** le chômage. C'est assez pour augurer ce qu'ils feraient s'ils conquéraient jamais le pouvoir.

DANS CE NUMERO :

- **CRISE OU NORMALISATION**
par G. GUILLORE
- **MUNICH**
par G. LAMIZET
- **LE DIFFÉREND**
MÉDECINS - SÉCURITÉ SOCIALE
par J. HERVE
- **SYNDICALISME ET LIBERTÉ**
par J. MOREAU
- **HENRI POULAILLE**
par R. HAGNAUER
- **LETTRE D'AMÉRIQUE**
par P. AUBERY

